



PREFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE  
Direction des Collectivités Locales et  
des Procédures Publiques  
Bureau des Enquêtes Publiques et  
Installations Classées

## ARRÊTÉ

### **N° 2013317-0017 du 13 novembre 2013 fixant**

à la Société Gaz de France des prescriptions complémentaires relatives à l'auto-surveillance des eaux souterraines et à l'entretien de la zone de confinement au droit de son site de Illzach  
**en référence au titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement**

*Le Préfet du Haut-Rhin*  
*Chevalier de la légion d'Honneur*  
*Officier de l'Ordre Nationale du Mérite*

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et en particulier son article R 512-31 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, notamment son article 65 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2009 approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhin-Meuse ;
- VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Ill-Nappe-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 ;
- VU** les circulaires du 8 février 2007 du ministère de l'écologie et du développement durable relatives respectivement, à la prévention de la pollution des sols et à la gestion des sols pollués pour les installations classées pour la protection de l'environnement et aux modalités de gestion et de réaménagement des sites et sols pollués ;
- VU** le rapport d'étape Hydrogeap Modélisation des écoulements souterrains et du transport de masse à l'échelle régionale de décembre 2011 ;
- VU** la circulaire du 5 novembre 2007 relative la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués ;
- VU** le rapport du 02 septembre 2013 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargé de l'inspection des installations classées ;

- VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 03 octobre 2013 ;
- VU** le décret du 31 janvier 2013, paru au J.O. du 1er février 2013, portant nomination de M. Vincent BOUVIER, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 18 février 2013 ;
- VU** le décret du 8 décembre 2011, paru au J.O. Du 9 décembre 2011, portant nomination de M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 9 janvier 2012,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2013049-0001 du 18 février 2013 portant délégation de signature à M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

**CONSIDÉRANT** que l'installation présente un risque de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées ;

**CONSIDERANT** que les eaux souterraines constituent la principale ressource régionale en eau potable et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique ;

**CONSIDERANT** dans ces conditions, qu'il est nécessaire de surveiller les eaux souterraines au droit et au voisinage du site ;

**CONSIDERANT** que la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués dans la banque de données ADES, telle que définie dans la circulaire ministérielle du 5 novembre 2007, nécessite le respect d'un formalisme standardisé ;

**CONSIDERANT** dans ces conditions, qu'il est important désormais d'intégrer dans les prescriptions d'auto-surveillance des eaux souterraines les codifications exigées par la bancarisation ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de modifier et compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 001831 du 30/06/2000 ;

**CONSIDERANT** que la présence de certaines formes de végétation spontanée qui se développent sur le sol surplombant l'ouvrage de confinement est susceptible de remettre en cause son étanchéité et qu'il est nécessaire de poursuivre l'entretien ;

**APRÈS** communication à la Société GDF du projet d'arrêté ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'ARRÊTÉ**

La société Gaz de France, ci-après désignée par « l'exploitant », dont le siège social est situé Tour T1 – 1 place Samuel de Champlain – Faubourg de l'Arche – 92930 Paris La Défense cedex, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants pour son site situé 2 rue de l'III à Illzach.

## **ARTICLE 2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

Les prescriptions concernant l'auto-surveillance des eaux souterraines définies ci-après se substituent à celles de l'article 10.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2000.

## **ARTICLE 3. RESEAU DE SURVEILLANCE**

### ***Article 3.1. Ouvrages existants***

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Profondeur de l'ouvrage en m
04136 x 0597	P1 (au droit du site)	10,22
04136 x 0598	P2 (au droit du site)	/
04136 x 0600	P4 (au droit du site)	10,63
04136 x 0604	P5 (en aval proche)	10,39
04136 x 0648	P6 (en aval proche)	10,24
04136 x 0649	P7 (en aval proche)	8,75
/	P9 (en aval proche)	8,35
04136 x 0339	PB (amont)	/

### ***Article 3.2. Gestion du réseau de surveillance***

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

## **ARTICLE 4. PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Les mesures de Température (°C), du pH et de la conductivité (µS/cm) sont réalisés à chaque campagne d'analyse.

## HYDROCADURES

Piézomètre N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre		
		Nom	Code SANDRE	unité
P1 : 04136 x 0597 P2 : 04136 x 0598 P4 : 04136 x 0600 P5 : 04136 x 0604 P6 : 04136 x 0648 P7 : 04136 x 0649 P9 PB : 04136 x 0339	semestrielle	Hydrocarbures totaux	9969	µg/l

## HAP

Piézomètre N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre		
		Nom	Code SANDRE	unité
P1 : 04136 x 0597  P2 : 04136 x 0598  P4 : 04136 x 0600  P5 : 04136 x 0604  P6 : 04136 x 0648  P7 : 04136 x 0649  P9  PB : 04136 x 0339	semestrielle	Naphtalène	1517	µg/l
		Acénaphtylène	1622	
		Acénaphène	1453	
		Fluorène	1623	
		Ph énanthrène	1524	
		Anthracène	1458	
		Fluoranthène	1191	
		Pyrène	1537	
		Benzo(a)anthracène	1082	
		Chrysène	1476	
		Benzo(b)fluoranthène	1116	
		Benzo(k)fluoranthène	1117	
		Benzo(a)pyrène	1115	
		Dibenzo(ah)anthracène	1314	
		Benzo(g,h,i)pérylène	1118	
		Indéo(1,2,3-cd)pyrène	1204	
Somme des 6HAP	2034			
Somme des 16 HAP	9968			

## BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbezène, Xylènes totaux)

Piézomètre N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre		
		Nom	Code SANDRE	unité
P1 : 04136 x 0597 P5 : 04136 x 0604 PB : 04136 x 0339	semestrielle	BTEX	9937	µg/l
P4 : 04136 x 0600 P6 : 04136 x 0648 P7 : 04136 x 0649 P9	annuelle			

## CYANURES

Piézomètre N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre		
		Nom	Code SANDRE	unité
P1 : 04136 x 0597 P5 : 04136 x 0604	annuelle	Cyanures libres	1084	µg/l
		Cyanures Totaux	1390	

## AMMONIUM

Piézomètre N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre		
		Nom	Code SANDRE	unité
P1 : 04136 x 0597 P5 : 04136 x 0604	annuelle	Ammonium	1335	mg/l

## PHENOLS

Piézomètre N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre		
		Nom	Code SANDRE	unité
P1 : 04136 x 0597 P5 : 04136 x 0604	annuelle	Phénol	5515	µg/l
		2,4-Diméthylphénol	2602	
		2,5-Diméthylphénol	/	
		2,6-Diméthylphénol	2606	
		3,4-Diméthylphénol	/	
		Para-Ethyl/2,3/3,5-Diméthylphénol	/	
		m-Ethylphénol	/	
		o-Ethylphénol	/	
		o-Crésol	1640	
		m-Crésol	1639	
		p-Crésol	/	
		Crésols (totaux)	/	

## METAUX

Piézomètre N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre		
		Nom	Code SANDRE	unité
P1 : 04136 x 0597 P5 : 04136 x 0604	annuelle	Arsenic (As)	1369	µg/l

## TRACEUR DE LA BIO-ATTENUATION

Piézomètre N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre		
		Nom	Code SANDRE	unité
P1 : 04136 x 0597 P4 : 04136 x 0600 P5 : 04136 x 0604 P7 : 04136 x 0649	annuelle	Nitrates	1340	mg/l
		Sulfates	1338	
		Oxygène dissous	1311	
		Manganèse	1394	µg/l
		Potentiel Redox	1330	mV

## **ARTICLE 5. SUIVI PIEZOMETRIQUE**

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Au moins une fois par an, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

## **ARTICLE 6. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

## **ARTICLE 7. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, avant le 15 janvier pour une fréquence annuelle, le 15 janvier et le 15 juillet pour une fréquence semestrielle.

La transmission des résultats se fait sous format papier et par voie électronique à l'inspection des installations classées.

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du Code de l'Environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

## **ARTICLE 8. ENTRETIEN DE LA ZONE DE CONFINEMENT**

L'exploitant entretient et fauche semestriellement son site, afin empêcher la végétation spontanée de se développer sur le sol surplombant l'ouvrage de confinement et remettre en cause son étanchéité.

## **ARTICLE 9. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

## **ARTICLE 10. SANCTIONS**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'Environnement.

## **ARTICLE 11. EXÉCUTION PUBLICITE**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Illzach et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Illzach pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Mulhouse, le Maire de Illzach et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des Installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société GAZ DE FRANCE.

Fait à Colmar, le 13 novembre 2013  
Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

signé

Xavier BARROIS

### **Délais et voie de recours**

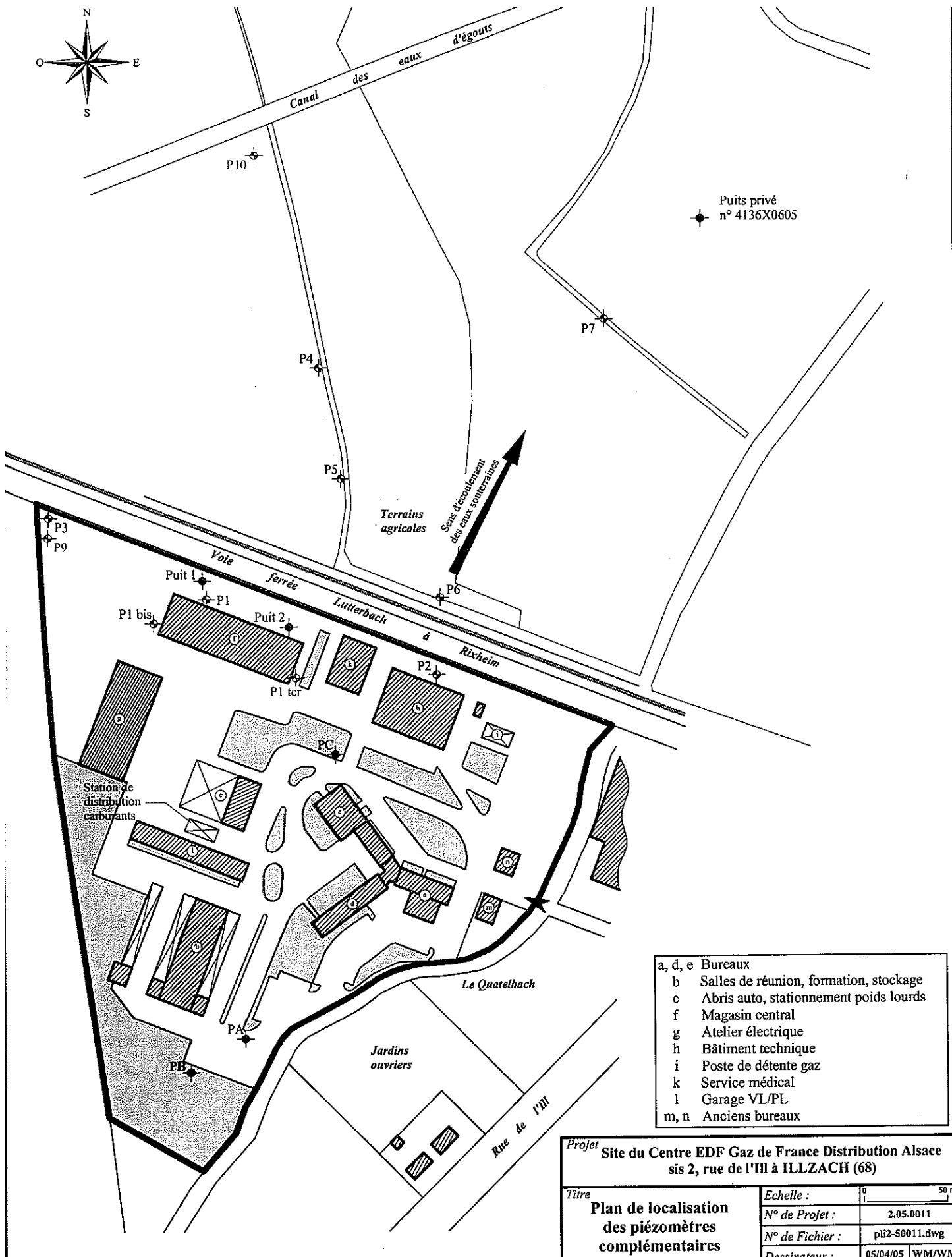
(article R. 514-3-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

# ANNEXE 1

## PLANS :





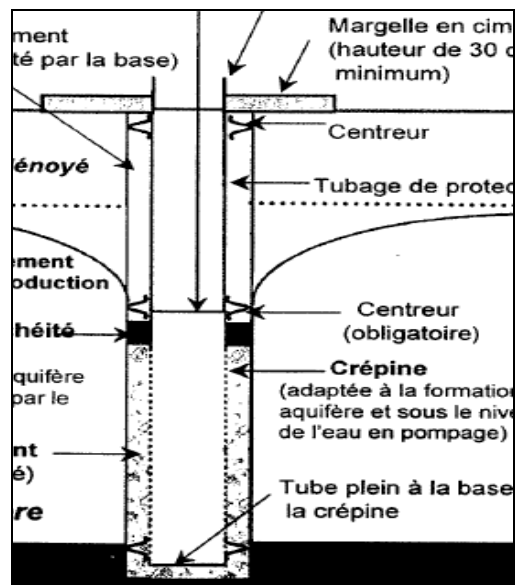
---

## ANNEXE 2

---

### **Recommandations pour la réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines**

- Afin d'éviter les infiltrations depuis la surface, la réalisation d'un forage doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire sur 1 m de profondeur, compté à partir du terrain naturel.
- Lorsque le forage doit traverser une nappe libre avant de capter une nappe captive, l'ouvrage est réalisé en deux étapes, avec aveuglement par cimentation réalisée au niveau de la couche imperméable séparant les deux aquifères. Après un temps de prise, le forage est poursuivi en diamètre réduit dans la nappe inférieure à capter.
- La tête du forage doit dépasser le terrain naturel d'au moins 50 cm ou être enterrée.
- La surface autour de la tête du forage doit être rendue étanche.
- Les ouvrages situés à l'extérieur des installations doivent comporter un dispositif de fermeture fiable pour empêcher toute ouverture en dehors des campagnes de prélèvements.
- Les boues de forage sont considérées comme des déchets et doivent donc faire l'objet d'un traitement en rapport.



*Schéma d'un forage et dispositions techniques associées*